

ministre a réagi très sereinement, convaincu que la menace n'était qu'une manœuvre. Effectivement, une semaine ne s'était pas écoulée que les dirigeants du parti travailliste choisissaient de rester associés au pouvoir. En réalité, il ne s'agit que du dernier épisode d'une longue série de reculs et de défaites que connaît le parti de David Ben Gourion et Golda Meïr depuis plusieurs années. Après avoir perdu les élections législatives devant le Likoud en novembre, le parti travailliste, dont la popularité baisse à tous les niveaux, a perdu les élections locales dans toutes les grandes villes d'Israël, à l'exception de Jérusalem et de Haïfa. Et l'on s'attend à ce que la Histadrouth retire son appui aux candidats travaillistes aux élections syndicales de cet automne.

Beaucoup de cadres du parti commencent à imputer la responsabilité de cet effritement à Shimon Pérès et ses prises de position erratiques. Les sondages d'opinion indiquent que si le gouvernement démissionnait et que de nouvelles élections avaient lieu, le nombre de députés travaillistes ne dépasserait pas la trentaine dans le meilleur des cas. Le Likoud serait alors le premier parti israélien à obtenir une aussi large majorité. (...)

Hassan SABRI  
*al-Mussawar*, 4 août 1989.

### LA NÉCESSAIRE NEUTRALITÉ AMÉRICAINNE

(...) Ceux qui suivent de près le dialogue américano-palestinien savent que les États-Unis ont fait de la question des élections, sur la base du plan Shamir, le principal sujet des pourparlers de Tunis et que les négociateurs américains tentent par tous les moyens de convaincre leurs interlocuteurs palestiniens d'accepter en bloc le projet israélien.

Il est véritablement regrettable que les États-Unis approuvent l'organisation d'élections sous l'égide des autorités d'oc-

cupation israéliennes, en se contentant de laisser entendre qu'il est possible de convaincre Israël d'accepter une présence formelle d'observateurs internationaux pour un ou deux jours tout au plus.

Il est incompréhensible que l'attitude américaine, telle qu'elle s'exprime dans le dialogue avec les Palestiniens, se limite à évoquer la possibilité d'un retrait israélien de quelques positions avec la possibilité pour l'armée d'occupation d'y revenir à n'importe quel moment.

Il n'est pas logique que les négociateurs américains refusent d'évoquer tout détail lié aux mesures qui s'imposeront après les élections, ce qui signifie que les États-Unis soutiennent la position israélienne qui refuse que les élections soient un élément dans le scénario du règlement global du conflit.

La question est de savoir si ces positions américaines reflètent un désir réel de suivre une politique équilibrée au Proche-Orient. Ou si, comme le pensent les durs parmi les Palestiniens, elles signifient la persistance de la vieille politique américaine d'appui aveugle à Israël. Dans la mesure où l'objectif israélien est de mettre fin au soulèvement, fût-ce par une tromperie du style des élections, la contribution américaine à ce piège est alors la bienvenue.

Il faut dire malheureusement que beaucoup d'indices confirment le point de vue de l'aile dure au sein de l'OLP, et notamment le fait que les États-Unis aient rejeté la proposition palestinienne d'organiser les élections en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sur le modèle des élections namibiennes que Washington a entièrement chapeauté. Ce refus fait peser beaucoup d'interrogations sur la position américaine.

Il est probable que les États-Unis continuent — sous la pression du lobby sioniste — d'ignorer des réalités fondamentales liées aux complexités du conflit arabo-israélien et qu'ils contribuent — volontairement ou involontairement — à consacrer l'opinion dominante en Israël,

de manière que la société israélienne reste une société de guerre et non pas une société de paix.

Si cette déduction n'est pas vraie, comment peut-on expliquer la hâte avec laquelle le Département d'État américain a annoncé, il y a deux jours, que le programme adopté par le congrès du Fath faisait peser des interrogations sur l'authenticité de l'engagement des Palestiniens sur la voie de la paix, et décrété que la déclaration finale du Fath indique un retour à la violence et aux illusions qui vont à l'encontre des solutions de paix pragmatiques.

Le Département d'État n'a pas attendu d'avoir étudié tranquillement la teneur exacte du communiqué du Fath, mais s'est hâté d'adopter une position irréfléchie en accédant aux pressions israéliennes soutenant que le communiqué constitue un recul par rapport à l'engagement de l'OLP dans la solution pacifique et le retour au mot d'ordre de la récupération de toute la Palestine qui signifie l'élimination d'Israël. Mais si on lit la déclaration du congrès du Fath dans son entier, on n'y trouve aucune rétractation par rapport au choix de la paix ni aucune menace d'élimination d'Israël, ni rien qui justifie tout ce bruit qu'a fait Israël, inconsidérément imité par les États-Unis ! (...)

Je ne crois pas que la déclaration finale du congrès du Fath justifie en quoi que ce soit la réaction hâtive et partielle de Washington. En demandant à l'administration américaine de renoncer à sa politique partielle en faveur d'Israël et d'adopter une position de neutralité, le Fath n'a fait que décrire la stricte vérité que tout un chacun connaît, à savoir que l'absence d'une position américaine équilibrée est ce qui encourage Israël à ne pas répondre aux efforts de paix de la manière pragmatique qui s'impose. L'absence d'une position américaine équilibrée est l'un des facteurs qui encouragent Israël à maintenir son occupation et poursuivre ses féroces atteintes aux droits de l'homme.

Je crois que le Fath n'abuse aucune-

ment quand sa déclaration politique s'étonne de la grande lenteur du dialogue américano-palestinien, de l'absence d'une vision politique globale et de bases pratiques à ce dialogue, et qu'il demande à l'administration américaine de reconnaître clairement le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'édification de son État indépendant et de prendre des mesures pratiques pour préserver les droits fondamentaux des Palestiniens dont un rapport de la ligue américaine des droits de l'homme a montré combien les forces d'occupation israéliennes les violent. (...)

Morsi ATALLAH  
*al-Ahram*, 14 août 1989.

#### LA PÉNIBLE INNOCENCE AMÉRICAINNE

La quatrième session du dialogue américano-palestinien s'est tenue la semaine dernière à Tunis. Selon ce qu'on a pu en apprendre, il semble que ce dialogue risque d'aboutir à une impasse. La raison majeure en est que les États-Unis font complètement leurs les positions israéliennes et qu'ils se comportent, dans les sessions du dialogue, comme s'ils négociaient au nom d'Israël et représentaient ses intérêts, et non pas ceux de la grande puissance qu'ils sont.

Dans les rencontres de Tunis, le négociateur américain emploie un procédé hypocrite, présenté avec une innocence qui commence à devenir pénible et passablement ennuyeuse. Le négociateur américain relève que les termes du règlement sont, pour les Palestiniens, le retrait israélien et l'édification de l'État palestinien et, pour les Israéliens, Eretz-Israël et l'autonomie administrative. A partir de là, il souligne que les négociations seront vouées à l'échec si on retient dans leur organisation les principes des deux parties. Il est donc nécessaire de les ignorer pour, au contraire, enclencher des mécanismes pratiques jusqu'à ce que l'on parvienne fina-